

F. 94 — 2158

13 JUILLET 1994. — Décret relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1^o Conseil : le Conseil du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, institué par le présent décret;
- 2^o théâtre pour l'enfance et la jeunesse : le théâtre professionnel destiné aux enfants et adolescents âgés de moins de seize ans;
- 3^o compagnie : un groupe de personnes assumant la création et la diffusion de spectacles de théâtre pour l'enfance et la jeunesse, par ses moyens propres ou en coproduction.

CHAPITRE II. — Subventionnement des compagnies agréées

Art. 2. Pour être agréé comme théâtre pour l'enfance et la jeunesse, la compagnie doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1^o se consacrer principalement au théâtre pour l'enfance et la jeunesse;
- 2^o avoir exercé, depuis trois ans au moins, des activités théâtrales pour l'enfance et la jeunesse dans des conditions de qualité professionnelle jugées suffisantes par le Conseil;
- 3^o avoir créé au cours des cinq dernières années au moins deux spectacles de théâtre pour l'enfance et la jeunesse, dont l'un doit être l'œuvre ou l'adaptation de l'œuvre d'un ou de plusieurs auteurs belges d'expression française; le Gouvernement peut déroger à cette exigence après avis motivé du Conseil;
- 4^o disposer de la personnalité juridique et communiquer les statuts de la compagnie ainsi que la composition de ses organes de gestion;
- 5^o faire la preuve de sa bonne gestion administrative, être en équilibre financier et affecter toutes ses ressources au développement de ses activités théâtrales;
- 6^o déposer un projet artistique et financier pour les deux premières années de l'agrément.

Art. 3. Le Gouvernement se prononce sur la demande d'agrément, après avoir demandé l'avis motivé du Conseil.

L'agrément est accordé pour deux années. Il est renouvelable par périodes de quatre ans, sous réserve du respect des conditions arrêtées en application de l'article 18. A défaut de notification, au plus tard six mois avant l'échéance d'une décision sur le renouvellement, l'agrément est, de plein droit, prorogé d'un an.

Art. 4. Les compagnies agréées ont droit à une subvention pour leurs frais de fonctionnement.

Cette subvention est octroyée annuellement.

Après avis motivé du Conseil, le Gouvernement arrête le montant maximum de la subvention pouvant être allouée à une compagnie agréée.

Art. 5. Le Gouvernement arrête le montant de la subvention allouée à la compagnie, après avis motivé du Conseil sur base du projet artistique et financier visé à l'article 2, 6^o, du présent décret.

CHAPITRE III. — Subventionnement des compagnies conventionnées

Art. 6. Pour être reconnu comme théâtre conventionné pour l'enfance et la jeunesse, la compagnie doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1^o avoir été subventionnée pendant au moins quatre ans en vertu du chapitre II;
- 2^o avoir créé, en tant que compagnie agréée, quatre spectacles de théâtre pour l'enfance et la jeunesse, dont deux doivent être l'œuvre ou l'adaptation de l'œuvre d'auteurs belges d'expression française;
- 3^o disposer de la personnalité juridique et communiquer les statuts de la compagnie ainsi que la composition de ses organes de gestion;
- 4^o faire la preuve de sa bonne gestion administrative, être en équilibre financier et affecter toutes ses ressources au développement de ses activités théâtrales;
- 5^o déposer un projet artistique et financier pour la durée de la reconnaissance;
- 6^o avoir consacré, en moyenne annuelle sur les quatre dernières années, trente pour-cent minimum de ses dépenses à la rémunération de travailleurs du spectacle;
- 7^o avoir donné, durant les quatre dernières années, deux cents représentations minimum, dont au moins cinquante pour-cent en décentralisation et cinquante pour-cent pour le public scolaire.

Après avis motivé du Conseil, le Gouvernement peut déroger aux exigences prévues à l'alinéa 1^o, 2^o, 6^o et 7^o.

Art. 7. Le Gouvernement accorde ou refuse la reconnaissance, après avoir pris l'avis motivé du Conseil.

La reconnaissance est accordée pour une durée de quatre ans. Elle prend effet le 1^{er} janvier qui suit sa notification.

Elle peut être renouvelée par périodes de quatre ans, sous réserve du respect des conditions générales arrêtées en application de l'article 18 et l'exécution du contrat-programme prévu à l'article 9. A défaut de notification, au plus tard six mois avant l'échéance d'une décision sur le renouvellement, la reconnaissance est, de plein droit, prorogée d'un an.

Art. 8. Après avoir recueilli l'avis motivé du Conseil, le Gouvernement arrête le montant minimum de la subvention pouvant être allouée à une compagnie conventionnée.

Art. 9. § 1^{er}. La Communauté française conclut avec la compagnie reconnue un contrat-programme qui prend effet à la même date que la reconnaissance.

Le contrat-programme contient au moins les éléments suivants :

- 1^o les grandes lignes du projet théâtral, les missions artistiques, les options de programmation et le volume d'activités que la compagnie s'engage à réaliser;
- 2^o les obligations de la compagnie en matière d'emploi, de massé salariale et de droits d'auteurs;

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — Nos 167. — No 1 : projet de décret. No 2 : rapport. Nos 3 et 4 : amendements.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 juin 1994.

3° le montant de la subvention annuelle de fonctionnement et ses modes de liquidation;
 4° les obligations de la compagnie en matière d'équilibre financier et le contrôle de celles-ci par la Communauté;

§ 2. En ce qui concerne le volume d'activités visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, le Gouvernement arrête le nombre minimal de créations et de représentations qui doivent être assurées dans le cadre des contrats-programmes.

De même, il fixe le pourcentage minimal des dépenses que les compagnies conventionnées doivent affecter à la rémunération de travailleurs du spectacle.

Art. 10. Le Gouvernement arrête le montant de la subvention allouée à la compagnie, après avoir recueilli l'avis motivé du Conseil sur base du projet artistique et financier visé à l'article 6, 5°, et du contrat-programme visé à l'article 9, § 1^{er}.

Art. 11. Pendant la durée de la reconnaissance, le traitement des personnels artistique, technique et administratif ainsi que le montant des cachets doivent être conformes aux barèmes éventuellement fixés par négociations sociales. Les compagnies doivent respecter la législation en matière de sécurité sociale.

CHAPITRE IV. — *Les aides à la création*

Art. 12. En vue de favoriser les jeunes créateurs de la Communauté française et les expériences novatrices en matière de théâtre pour l'enfance et la jeunesse, le Gouvernement peut, dans la limite des crédits budgétaires et après avis motivé du Conseil, allouer des subventions ponctuelles à des compagnies pour la création d'un spectacle sur présentation d'un projet artistique et financier.

Le présent article n'est pas applicable aux compagnies conventionnées ou agréées en vertu du présent décret ou à des théâtres et compagnies subventionnés à l'année par la Communauté.

CHAPITRE V. — *Subventionnement des centres dramatiques*

Art. 13. Le Gouvernement peut agréer, respectivement dans la Région de langue française et dans la Région de Bruxelles-Capitale, une association comme centre dramatique pour l'enfance et la jeunesse.

Art. 14. Les centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse ont pour missions principales :

1° la sensibilisation et la recherche de nouveaux publics en coordination avec les initiatives locales et régionales;

2° le travail pédagogique à destination des enseignants en formation initiale ou continuée et des élèves;

3° la promotion, à la demande d'organismes locaux ou en collaboration avec eux, de tout type d'opération de diffusion de spectacles des compagnies subventionnées en vertu des chapitres II, III, IV du présent décret, sans exclusive, ainsi que de spectacles étrangers.

Art. 15. Une association peut être agréée comme centre dramatique pour l'enfance et la jeunesse, lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes :

1° disposer de la personnalité juridique et communiquer ses statuts ainsi que la composition de ses organes de gestion;

2° être composée notamment :

a) de parents;

b) d'enseignants;

c) d'animateurs d'organismes culturels;

d) de créateurs du théâtre pour l'enfance et la jeunesse;

3° si des pouvoirs publics sont associés, leur représentation ne peut être majoritaire;

4° déposer un projet d'activités qui met en œuvre les missions visées à l'article 14 ainsi qu'un projet financier.

Art. 16. § 1^{er}. Après avoir recueilli l'avis motivé du Conseil, le Gouvernement se prononce sur la demande d'agrément. L'agrément est accordé pour une durée de quatre années, débutant le 1^{er} janvier après sa notification. Il donne lieu à l'établissement d'un contrat-programme entre le centre dramatique et la Communauté française dans le respect de l'article 14.

L'agrément est renouvelable par terme de quatre ans.

§ 2. Le centre agréé a droit à une subvention pour ses frais de fonctionnement.

Le Gouvernement arrête le montant de la subvention allouée au centre, après avoir pris l'avis motivé du Conseil, sur base du projet d'activité et du projet financier visés à l'article 15, 4°, ainsi que du contrat-programme prévu au § 1^{er}.

CHAPITRE VI. — *Dispositions communes aux compagnies agréées et conventionnées et aux centres dramatiques*

Art. 17. Les subventions prévues aux articles 5, 10 et 16, § 2, sont accordées dans les limites des crédits budgétaires.

Elles sont allouées dès le 1^{er} janvier de l'année qui suit la notification de l'agrément ou de la reconnaissance.

Art. 18. Le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément ou la reconnaissance lorsque le bénéficiaire ne respecte plus les conditions imposées pour l'obtention et le maintien de ceux-ci ou les dispositions relatives à la sécurité sociale.

Le Gouvernement arrête :

1° les modalités selon lesquelles sont introduites les demandes d'agrément et de reconnaissance et d'aide à la création et selon lesquelles il est statué;

2° les modalités de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément et de la reconnaissance;

3° les obligations artistiques et administratives auxquelles les compagnies et les centres dramatiques sont tenus au cours de la période d'agrément ou de reconnaissance et pour leur renouvellement.

CHAPITRE VII. — *Le Conseil du théâtre pour l'enfance et la jeunesse*

Art. 19. Il est créé un Conseil du théâtre pour l'enfance et la jeunesse. Ce conseil est composé de 13 membres avec voix délibérative qui sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans et dont le mandat peut être renouvelé.

Le Conseil est constitué dans le respect des articles 6 et 7 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques. Il doit comprendre :

1° un ou plusieurs spécialistes reconnus pour leur compétence dans le domaine du théâtre pour l'enfance et la jeunesse;

2° un ou plusieurs animateurs culturels chargés de la décentralisation en Communauté française et plus particulièrement du théâtre pour l'enfance et la jeunesse;

3° un ou plusieurs représentants des travailleurs du spectacle pour l'enfance et la jeunesse, à l'exclusion des personnels de direction et d'administration des compagnies et des centres dramatiques;

4° un ou plusieurs représentants de l'enseignement.

Un fonctionnaire de la Communauté française désigné par le Gouvernement, ainsi que le président du Conseil supérieur de l'Art dramatique ou son représentant sont membres de droit du Conseil avec voix consultative.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président parmi les membres du Conseil ayant voix délibérative.

Art. 20. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le secrétariat du Conseil est assuré par un fonctionnaire de la Communauté française désigné par le Gouvernement.

Art. 21. Outre les missions définies au présent décret, le Conseil peut émettre, à la demande du Gouvernement ou d'initiative, tous avis relatifs au théâtre pour l'enfance et la jeunesse, tant en ce qui concerne les questions d'ordre général que le fonctionnement artistique et financier des compagnies et des centres dramatiques.

Au plus tard pour le 31 mars de chaque année, le Conseil établit à l'intention du Gouvernement un rapport sur la situation du champ théâtral et sur ses activités de l'exercice écoulé.

CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Par dérogation aux articles 2, 6 et 15, les compagnies et centres dramatiques qui bénéficient d'une subvention annuelle de fonctionnement au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, peuvent voir cette subvention reconduite pour deux ans à la condition qu'ils introduisent une demande d'agrément ou de reconnaissance au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

La subvention ainsi octroyée correspond à celle allouée lors du dernier exercice précédant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les compagnies subventionnées à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont dispensées de la condition prévue à l'article 6, 1°, durant les deux années qui suivent cette date.

Jusqu'à la date de l'installation du Conseil du théâtre pour l'enfance et la jeunesse institué par le présent décret et au plus tard le 15 juin 1995, le Conseil du théâtre de l'enfance et de la jeunesse en remplit les fonctions; le mandat de ses membres est, à cette fin, prorogé jusqu'à cette date.

Art. 23. Le décret du 25 juin 1973 relatif aux conditions d'agrément et d'octroi de subsides aux théâtres de l'enfance et de la jeunesse, modifié par le décret du 17 avril 1990, est abrogé.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOX

VERTALING

N. 94 — 2158

13 JULI 1994. — Decreet betreffende het kinder- en jeugdtoneel (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet moet worden verstaan onder:

1° Raad: de Raad voor kinder- en jeugdtonaal, ingesteld door dit decreet;

2° kinder- en jeugdtonaal: het beroepstonaal bestemd voor de kinderen en de adolescenten van minder dan zestien jaar;

3° gezelschap: een groep personen die met eigen middelen of in co-productie instaan voor de creatie en de opvoering van voorstellingen van kinder- en jeugdtonaal.

HOOFDSTUK II. — Betoelaging van de toegelaten gezelschappen

Art. 2. Om als kinder- en jeugdtonaal toegelaten te worden, moet het gezelschap aan volgende voorwaarden voldoen:

1° zich vooral bezig houden met kinder- en jeugdtonaal;

2° gedurende ten minste drie jaar activiteiten in verband met het kinder- en jeugdtonaal hebben uitgeoefend waarvan de voorwaarden inzake beroepskwaliteit door de Raad als voldoende worden geacht;

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad. — Nrs. 167. — Nr. 1: ontwerpen decreet. Nr. 2: verslag. Nrs. 3 en 4: amendementen. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 juni 1994.

3° gedurende de laatste vijf jaar ten minste twee voorstellingen voor kinder- en jeugdtonaal hebben gecreëerd waarvan één het werk of de adaptatie van het werk moet zijn van één of meer franstalige Belgische auteurs; de Regering kan van deze vereiste afwijken na gemotiveerd advies van de Raad;

4° rechtspersoonlijkheid bezitten en de statuten van het gezelschap alsook de samenstelling van zijn beheersorganen te kennen geven;

5° het bewijs leveren dat zijn administratief beheer degelijk wordt verzorgd, in evenwicht zijn op financieel vlak en al zijn inkomsten aan de uitbreiding van zijn toneelactiviteiten besteden;

6° voor de eerste twee jaren van de toelating een artistiek en financieel project indienen.

Art. 3. De Regering brengt advies uit over de aanvraag tot toelating, na verzoek om het gemotiveerd advies van de Raad.

De toelating wordt toegestaan voor twee jaar. Zij is hernieuwbaar per periodes van vier jaar, voor zover de voorwaarden bepaald in toepassing van artikel 18 worden nageleefd. Indien de kennisgeving uiterlijk zes maanden vóór de vervaldatum van een beslissing over de hernieuwing niet wordt gegeven, wordt de toelating van rechtswege met één jaar verlengd.

Art. 4. De toegelaten gezelschappen mogen aanspraak maken op een toelage voor hun werkingskosten.

Deze toelage wordt jaarlijks toegekend.

Na gemotiveerd advies van de Raad, bepaalt de Regering het maximaal bedrag van de toelage die kan toegekend worden aan een toegelaten gezelschap.

Art. 5. De Regering bepaalt het bedrag van de toelage toegekend aan het gezelschap, na gemotiveerd advies van de Raad op basis van het artistiek en financieel project bedoeld bij artikel 2, 6° van dit decreet.

HOOFDSTUK III. — *Betoelaging van de aan een overeenkomst onderworpen gezelschappen*

Art. 6. Om erkend te worden als kinder- en jeugdtonaal, onderworpen aan een overeenkomst, moet het gezelschap aan volgende voorwaarden voldoen :

1° gedurende ten minste vier jaar toelagen genoten krachtens hoofdstuk II;

2° als toegelaten gezelschap vier vertoningen voor kinder- en jeugdtonaal gecreëerd hebben, waarvan twee het werk of de aanpassing van het werk van franstalige Belgische auteurs moeten zijn;

3° de rechtspersoonlijkheid bezitten en de statuten van het gezelschap alsook de samenstelling van zijn beheersorganen te kennen geven;

4° het bewijs leveren dat het gezelschap degelijk wordt beheerd op administratief vlak, in evenwicht zijn op financieel vlak en al zijn inkomsten aan de uitbreiding van zijn toneelactiviteiten besteden;

5° een artistiek en financieel project voor de duur van de erkenning indienen;

6° ten minste dertig percent van zijn uitgaven, in jaargemiddelde over de laatste vier jaar, aan de bezoldiging van de toneelwerkers hebben gewijd;

7° gedurende de laatste vier jaar, ten minste tweehonderd opvoeringen hebben verwezenlijkt, waaronder ten minste vijftig percent als gastvoorstelling en vijftig percent voor het schoollopend publiek.

Na gemotiveerd advies van de Raad, kan de Regering afwijken van de bij leden 1°, 2°, 6° en 7° voorziene vereisten.

Art. 7. De Regering kent de erkenning toe of weigert die, na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben gewonnen.

De erkenning wordt toegekend voor een periode van vier jaar. Zij heeft uitwerking vanaf de eerste januari die volgt op haar kennisgeving.

Zij kan hernieuwd worden per periodes van vier jaar, voor zover de voorwaarden bepaald in toepassing van artikel 18 worden nageleefd en de bij artikel 9 voorziene programma-overeenkomst wordt toegepast. Indien de kennisgeving uiterlijk zes maanden vóór de vervaldatum van een beslissing over de hernieuwing niet wordt gegeven, wordt de toelating van rechtswege met één jaar verlengd.

Art. 8. Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben gewonnen, bepaalt de Regering het minimal bedrag van de toelage die een gezelschap onderworpen aan een overeenkomst kan toegewezen worden.

Art. 9. § 1. De Franse Gemeenschap sluit met het erkende gezelschap een programma-overeenkomst af die uitwerking heeft op dezelfde datum als de toelating.

De programma-overeenkomst bevat ten minste de volgende gegevens :

1° de hoofdlijnen van het toneelproject, de artistieke opdrachten, de opties inzake programmatie en het volume van de activiteiten dat het gezelschap stellig belooft te verwezenlijken;

2° de verplichtingen van het gezelschap inzake tewerkstelling, loonmassa en auteursrechten;

3° het bedrag van de jaarlijkse werkingstoelage en de wijzen waarop zij wordt uitbetaald;

4° de verplichtingen van het gezelschap inzake financieel evenwicht en de controle ervan door de Gemeenschap.

§ 2. Wat het in § 1, lid 2, 1° bedoelde activiteitsvolume betreft, bepaalt de Regering het minimum aantal creaties en opvoeringen die in het kader van de programma-overeenkomsten moeten verwezenlijkt worden.

Zij bepaalt eveneens het minimaal percent van de uitgaven die de aan de overeenkomst onderworpen gezelschappen moeten besteden aan de bezoldiging van de toneelwerkers.

Art. 10. De Regering bepaalt het bedrag van de toelage toegekend aan het gezelschap, na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben gewonnen, op basis van het artistiek en financieel project bedoeld bij artikel 6, 5° en de programma-overeenkomst bedoeld bij artikel 9, § 1.

HOOFDSTUK IV. — *De tussenkomsten voor de creatie*

Art. 12. Met het oog op de aanmoediging van de jonge toneelscheppers van de Franse Gemeenschap en de experimenten tot vernieuwing van het kinder- en jeugdtonaal, kan de Regering, binnen de perken van de begrotingskredieten en na gemotiveerd advies van de Raad, gerichte toelagen toekennen aan gezelschappen voor de creatie van een toneelstuk op voorlegging van een artistiek en financieel project.

Dit artikel is niet van toepassing op de aan een overeenkomst onderworpen gezelschappen of op gezelschappen toegelaten krachtens dit decreet of aan schouwburggen en toneelgezelschappen die van de Gemeenschap jaarlijks toelagen bekomen.

HOOFDSTUK V. — *Betoelaging van toneelcentra*

Art. 13. De Regering kan, respectievelijk in het franstalig gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest een vereniging toelaten als centrum voor kinder- en jeugdtonaal.

Art. 14. De centra voor kinder- en jeugdtonaal hebben als hoofdtaken :

- 1° nieuwe kijkklustigen te vinden en deze voor toneel te sensibiliseren in samenwerking met de plaatselijke en gewestelijke initiatiefnemers;
- 2° een pedagogisch opleiding te geven aan de leerkrachten die in de aanvangsfase van de vorming of in voortgezette vorming zitten alsook aan de leerlingen;
- 3° de bevordering, op het verzoek van de plaatselijke inrichters of in samenwerking met hen, van om 't even welke operatie om toneelopvoeringen door de gesubsidieerde gezelschappen meer bekendheid te geven krachtens hoofdstukken II, III en IV van dit decreet, zonder exclusieve, alsook van buitenlandse opvoeringen.

Art. 15. Een vereniging kan toegelaten worden als toneelcentrum voor kinder- en jeugdtonaal indien zij aan de volgende vereisten voldoet :

- 1° de rechtspersoonlijkheid bezitten en haar statuten alsook de samenstelling van haar beheersorganen te kennen geven;
- 2° in haar samenstelling onder meer de volgende personen opnemen :
 - a) ouders;
 - b) leerkrachten;
 - c) animators uit culturele organen;
 - d) scheppers van kinder- en jeugdtonaal;
- 3° indien de overheid erbij-betrokken is, mag haar vertegenwoordiging niet in de meerderheid zijn;
- 4° een activiteitenproject indienen dat de bij artikel 14 bedoelde opdrachten bevat alsook een financieel project.

Art. 16. § 1. Na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen, spreekt de Regering zich uit over de aanvraag tot toelating. Deze wordt voor de duur van vier jaar toegekend, die aanvangt op 1 januari na de kennisgeving ervan. Daartoe wordt een programma-overeenkomst opgesteld tussen het toneelcentrum en de Franse Gemeenschap in naleving van artikel 14.

De toelating is hernieuwbaar voor een periode van vier jaar.

§ 2. Het toegelaten centrum heeft recht op een toelage voor zijn werkingskosten.

De Regering bepaalt het bedrag van de toelage toegekend aan het centrum, na het gemotiveerd advies van de Raad te hebben ingewonnen op basis van het activiteitenproject en het financieel project bedoeld bij artikel 15, 4° evenals de programma-overeenkomst voorzien bij § 1.

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen geldig zowel voor de toegelaten gezelschappen die aan een overeenkomst zijn onderworpen als voor de toneelcentra

Art. 17. De bij artikelen 5, 10 en 16, § 2 voorziene toelagen worden toegekend binnen de perken van de begrotingskredieten.

Zij worden toegekend vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de kennisgeving van de toelating of van de erkenning.

Art. 18. De Regering kan de toelating of de erkenning opschorten of intrekken wanneer de gerechtigde de voorwaarden, die vereist zijn voor het bekomen en het behouden ervan of de bepalingen betreffende de sociale zekerheid niet meer naleeft.

De Regering bepaalt :

- 1° de modaliteiten volgens welke de aanvragen tot toelating en erkenning en tot tegemoetkoming voor de creatie worden ingediend en volgens welke er wordt beslist;
- 2° de modaliteiten inzake hernieuwing, opschorting en intrekking van de toelating en de erkenning;
- 3° de artistieke en administratieve verplichtingen waartoe de gezelschappen en de toneelcentra gehouden zijn tijdens de periode van toelating en erkenning en voor hun hernieuwing.

HOOFDSTUK VII. — De Raad voor kinder- en jeugdtonaal

Art. 19. Er wordt een Raad voor kinder- en jeugdtonaal opgericht. Deze Raad bestaat uit 13 stemgerechtigde leden die door de Regering voor een periode van vier jaar zijn benoemd en wier mandaat kan hernieuwd worden.

De Raad wordt samengesteld met inachtneming van de artikelen 6 en 7 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt. Hij moet bestaan uit :

- 1° een of meer specialisten wier bevoegdheid inzake kinder- en jeugdtonaal bekend is;
- 2° een of meer cultuurwerkers belast met de decentralisatie binnen de Franse Gemeenschap en meer bepaald met het kinder- en jeugdtonaal;
- 3° een of meer vertegenwoordigers van de werkers van het kinder- en jeugdtonaal, met uitsluiting van het directie- en bestuurspersoneel van de gezelschappen en de toneelcentra;
- 4° een of meer vertegenwoordigers van de leerkrachten.

Een ambtenaar van de Franse Gemeenschap aangesteld door de Regering, alsook de voorzitter van de Hoge Raad voor de Dramatische Kunst, of diens vertegenwoordiger, zijn van rechtswege lid van de Raad met raadgevende stem.

De Regering stelt de voorzitter en de ondervoorzitter aan onder de stemgerechtigde leden van de Raad.

Art. 20. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd.

Het secretariaat van de Raad wordt waargenomen door een ambtenaar van de Franse Gemeenschap die door de Regering wordt aangesteld.

Art. 21. Bovendien de in dit decreet bepaalde opdrachten, kan de Raad op het verzoek van de Regering of op eigen initiatief, alle adviezen uitbrengen betreffende het kinder- en jeugdtonaal, zowel wat de vragen van algemeen belang betreft als de artistieke en financiële werking van de gezelschappen en de toneelcentra.

Uiterlijk op 31 maart van elk jaar maakt de Raad een verslag op en gericht tot de Regering over de toestand van het werkveld van het toneel en over zijn activiteiten gedurende het verlopen jaar.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 22. In afwijking van de artikelen 2, 6 en 15 is het voor de gezelschappen en de toneelcentra, die een jaarlijkse werkingstoelage genieten op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet, mogelijk deze toelage voor twee jaar te verlengen op voorwaarde dat zij een aanvraag tot toelating of erkenning uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet indienen.

De aldus toegekende toelage stemt overeen met deze die wordt verleend tijdens het eerste jaar dat de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaat.

De gezelschappen die gesubsidieerd zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet krijgen vrijstelling van de in artikel 6, 1^o voorziene voorwaarde gedurende de twee jaar die volgen op deze datum.

Tot op de datum van de aanstelling van de Raad voor kinder- en jeugdtheater opgericht bij dit decreet en uiterlijk op 15 juni 1995, oefent de Raad voor kinder- en jeugdtheater de functies ervan uit; het mandaat van zijn leden wordt te dien einde verlengd tot deze datum.

Art. 23. Het decreet van 25 juni 1973 betreffende de voorwaarden tot toelating van en de toekenning van toelagen aan kinder- en jeugdtheater, gewijzigd bij het decreet van 17 april 1990, wordt opgeheven.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 13 juli 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

P. MAHOX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

12 AUGUSTUS 1994. — Ministerieel besluit nr. 18 houdende erkenning en intrekking van erkenning in toepassing van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75, 78 en 111;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste netto-actief bedoeld in artikel 75, § 3, 1^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1992 betreffende de aanvragen om erkenning en inschrijving bedoeld bij de artikelen 74 en 77 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 augustus 1992,

Besluit :

Artikel 1. Volgende met name aangeduide personen worden erkend onder het nummer voor hun naam met het oog op het aanbieden of toezeggen van leningen op afbetaling overeenkomstig artikel 1, 11^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet :

128850	Société Financière Guillaume S.A. rue de la Gare 38 6880 Bertrix
128851	WK Finance N.V. Markt 2 8790 Waregem
128852	Le Crédit Montois S.A. chaussée du Rœulx, 366 7000 Mons

Art. 2. Volgende met name aangeduide persoon wordt erkend onder het nummer voor zijn naam met het oog op het aanbieden of toezeggen van financieringsshuren overeenkomstig artikel 1, 10^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet :

128849	Cera Bank C.V. Brusselsesteenweg 100 3000 Leuven
--------	--

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 12 augustus 1994.
Brussel, 12 augustus 1994.

Voor de Minister van Economische Zaken, afwezig,

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

12 AOUT 1994. — Arrêté ministériel n° 18 portant agrément et retrait d'agrément en application de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75, 78 et 111;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;

Vu l'arrêté royal du 25 février 1992 relatif aux demandes d'agrément et d'inscription visées aux articles 74 et 77 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par l'arrêté royal du 24 août 1992,

Arrête :

Article 1^{er}. Les personnes nommément désignées ci-après sont agréées sous le numéro en regard de leur nom, en vue d'offrir ou de consentir des prêts à tempérament conformément à l'article 1^{er}, 11^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation :

128850	Société Financière Guillaume S.A. rue de la Gare 38 6880 Bertrix
128851	WK Finance N.V. Markt 2 8790 Waregem
128852	Le Crédit Montois S.A. chaussée du Rœulx, 366 7000 Mons

Art. 2. La personne nommément désignée ci-après est agréée sous le numéro en regard de son nom, en vue d'offrir ou de consentir des crédits-bail conformément à l'article 1^{er}, 10^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation :

128849	Cera Bank C.V. Brusselsesteenweg 100 3000 Leuven
--------	--

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 12 août 1994.
Bruxelles, le 12 août 1994.

Pour le Ministre des Affaires économiques, absent,

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN